https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article3569

EN BREF NÂ°645 : Communiqué intersyndical du 23 janvier 2025

- PUBLICATIONS - En Bref -

Date de mise en ligne : vendredi 24 janvier 2025

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

Communiqué intersyndical du 23 janvier 2025

Appel à un rassemblement devant le siège du CNRS le 27 janvier à 12h30 pour gagner l'abandon du projet des « Key Labs » au CNRS

Dans le projet de contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP) du CNRS pour la période 2024- 2028, il est annoncé que « *le CNRS se propose de mettre en valeur, parmi les laboratoires dont il assure la tutelle, les plus remarquables d'entre eux, ceux qui sont réellement ''de rang mondial''* » et que « *naturellement, l'implication du CNRS serait plus forte, et plus pérenne, dans ces laboratoires* ». Lors de la Convention CNRS des directeurs et directrices des laboratoires, le 12 décembre dernier, le Président- directeur général du CNRS, Antoine Petit a précisé l'objectif : concentrer plus de moyens sur 25 % des unités de recherche, les « *Key Labs* », qui auraient ce label pour les cinq prochaines années, durée du COMP. Alors que seule l'évaluation par des pairs majoritairement élus devrait conduire la politique scientifique de l'établissement, des listes d'heureux élus circulent déjà dans certaines communautés, marginalisant ainsi les instances scientifiques et l'évaluation par les pairs dans les décisions de la direction du CNRS.

Cette annonce, faite unilatéralement sans concertation avec les autres tutelles, en particulier les universités, signifie que 75 % des unités de recherche (soit 54 % des personnels CNRS) seront sacrifiées pour que 25 % d'entre elles, les « *CNRS Key Labs* », retrouvent juste des moyens indispensables, en particulier leurs personnels de soutien à la recherche, ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA).

Ces laboratoires seraient choisis unilatéralement par la direction du CNRS dans la plus grande opacité. En outre, ces laboratoires, seraient soutenus en termes de moyens humains et financiers par le CNRS qui laisserait les autres, les non-élus, dépendre essentiellement des seules universités qui les hébergent. Dans un contexte où toutes les universités françaises sont asphyxiées budgétairement et ne pourront pas compenser un tel désengagement du CNRS, c'est l'ensemble des personnels de ces unités qui serait affecté très négativement, qu'ils soient ou non personnels CNRS. Alors que la compétition internationale s'intensifie, est-il raisonnable d'en ajouter une nouvelle entre unités, disciplines et collègues au niveau national ?

La volonté de concentrer les ressources sur une minorité d'unités met en péril la diversité essentielle de la recherche. Les laboratoires qui ne seront pas « choisis » bénéficieront de moins de recrutements par le CNRS, voire plus du tout, et se trouveront en difficulté avec les départs des personnels en retraite ou en mobilité vers des laboratoires que le label « *CNRS Key-Lab* » aura survalorisés. Cette stratégie risque de marginaliser de nombreux laboratoires, qui vont perdre leur attractivité et à terme, faute de ressources et de moyens, disparaître avec leur patrimoine scientifique et technique en contribuant ainsi à une fracture scientifique et territoriale. Chaque laboratoire, quel que soit son domaine ou sa taille, participe à l'émergence d'un savoir collectif. En sacrifiant cette richesse, ce projet est profondément déstructurant et appauvrit l'avenir. Il affecte le caractère national du CNRS et sa principale mission : développer le front continu des connaissances.

Cette annonce augure la fin d'une coopération fructueuse entre le CNRS et les universités, conséquence des politiques de déconstruction de l'ESR menées ces dernières années et renforcée sous le ministère de S Retailleau. Si les « *Key Labs* » voient le jour c'est contre la volonté des personnels, contre la volonté des directeurs et directrices d'unités, et contre la volonté des universités.

Nos organisations syndicales s'opposent à la création des « *CNRS Key Labs* » qui redéfinit radicalement pour les dix prochaines années la politique scientifique et les objectifs stratégiques du CNRS et, plus largement, le rôle et la place du CNRS dans le paysage de la recherche en France. Elles appellent tous les personnels dans les universités et au CNRS, les directrices et directeurs d'unité, ainsi que le Comité national de la recherche scientifique à réagir, par tous les moyens, pour refuser cette politique destructrice à moyen terme de la recherche publique. **Elles appellent les personnels du CNRS et des universités de la région parisienne à se rassembler devant le siège du CNRS, 3, rue Michel-Ange, Paris 16è, Métro Michel-Ange – Auteuil, le jour de son Conseil Scientifique, le**

Copyright © SNTRS-CGT

27 janvier à 12h30 pour demander l’abandon du projet « *CNRS Key Lab* ».

SNTRS-CGT, CGT FERC Sup, CGT-INRAE, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNEP-FSU, FOESR, CFDT Recherche EPST, SGEN CFDT, Sud éducation, Sud Recherche, SNPTES-UNSA, UNSA-ITRF BIO, FSE, Solidaire étudiant-e-s

En bref NÂ°645 Janvier 2025

Copyright © SNTRS-CGT